



LE CENTRE D'EXCELLENCE  
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE  
for CRVS Systems

# APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

# CHILI



**OEA** | Plus de droits  
pour plus de personnes

## Information sur le programme

### Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

### Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

---

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), avec la contribution de l'Organisation des États américains (OEA). Cette publication a été rédigée par Zoran Đoković, expert-conseil du Centre d'excellence.

Centre de recherches pour le développement international  
C.P. 8500, Ottawa (Ontario) K1G 3H9, Canada  
[esec@crdi.ca](mailto:esec@crdi.ca)  
[www.systemesESEC.ca](http://www.systemesESEC.ca)

© Centre de recherches pour le développement international 2020

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

Veuillez visiter [systemesESEC.ca/apercus-de-pays](http://systemesESEC.ca/apercus-de-pays) pour voir la version la plus récente de ce profil ou bien pour consulter les profils publiés d'autres pays.

# Table des matières

Informations sur le programme .....	ii
Introduction .....	2
Bref profil du pays .....	2
Ampleur des systèmes ESEC .....	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil .....	4
Cadre législatif .....	4
Gestion, organisation et fonctionnement .....	4
Système de statistiques de l'état civil .....	6
Base de données .....	6
Causes de décès .....	6
Numérisation .....	7
Informatisation .....	7
Échange avec les autres secteurs et activités .....	9
Initiatives d'amélioration et soutien externe .....	11
Plan d'amélioration et budget .....	11
Soutien des partenaires du développement .....	11
Conclusion .....	11
Ressources .....	12
Sites Web .....	12
Documents supplémentaires .....	12
Notes .....	13

## Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) au Chili.

Les renseignements sont basés sur une étude de cas du Chili, publiée dans le document *[Le lien entre l'enregistrement des faits d'état civil et les systèmes de protection sociale : Les pratiques de cinq pays.](#)*

Ces données sont complétées par d'autres conclusions découlant de l'examen des ressources disponibles, notamment des documents publiés par la Banque interaméricaine de développement. Le présent rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale au sujet du pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration des systèmes ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer les systèmes ESEC.

## Bref profil du pays

La République du Chili est un pays de l'Amérique du Sud qui occupe une longue et étroite bande de terre entre les Andes, à l'est, et l'océan Pacifique, à l'ouest. Le Chili est bordé par le Pérou au nord, la Bolivie au nord-est, l'Argentine à l'est et le passage de Drake à l'extrême sud. Le territoire chilien comprend les îles du Pacifique Juan Fernández, Salas y Gómez et Desventuradas, et l'île de Pâques en Océanie.

Le territoire de la république a été divisé en 16 régions, 56 provinces et 346 communes aux fins du gouvernement national et de l'administration des différentes régions.

- Superficie : 756 096 km<sup>2</sup>
- Population : 18 729 160,<sup>1</sup> avec un taux de croissance annuel estimé à 1,4 pour cent.<sup>2</sup> En 2018, 88 pour cent de la population résidait dans des zones urbaines, les 19 pour cent restants se trouvant en zone rurale.<sup>3</sup>

### Chili



*Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.*

- Capitale : Santiago
- Langue de travail officielle : Espagnol
- Ministère responsable de l'état civil : Ministère de la Justice
- Agence d'enregistrement de l'état civil : Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification
- Office national des statistiques : Institut national de la statistique du Chili

## Ampleur des systèmes ESEC

### Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances	99 % (2011) <sup>4</sup>
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	99 % (2011) <sup>5</sup>
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	100 % (2016) <sup>6</sup>
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	95 % (1993) <sup>7</sup>
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an	99 % (2018) <sup>8</sup>
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	13 (2017) <sup>9</sup>
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	1,7 (2017) <sup>10</sup>
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	41 (2017) <sup>11</sup>
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	21 % (2012) <sup>12</sup>

### Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	100 % (2011) <sup>13</sup>
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	6 (2017) <sup>14</sup>
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	6,1 (2018) <sup>15</sup>
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	7,2 (2018) <sup>16</sup>
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	13 (2017) <sup>17</sup>

### Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	3,4 (2016) <sup>18</sup>
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	Non disponible
Taux d'enregistrement des divorces	0,1 (2011) <sup>19</sup>

### Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Disponibles
Causes de décès attestées par un médecin	Disponibles

## Système d'enregistrement des faits d'état civil

### Cadre législatif

La *Loi sur le registre de l'état civil*, qui fait partie des lois dites laïques, constitue une loi organique moderne qui définit la structure fonctionnelle et territoriale du service d'enregistrement des faits d'état civil. En outre, elle a mené à la création de normes relatives aux employés, à la surveillance et à l'inspection. Elle a également attribué d'autres fonctions au Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification. Aujourd'hui, le Service regroupe un ensemble de fonctions stratégiques visant à réaliser certains des objectifs les plus importants du gouvernement. Parmi ceux-ci, mentionnons la saisie des liens entre les familles, la composition de la famille et l'identité des membres de la famille.

### Gestion, organisation et fonctionnement

Le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification est un organisme décentralisé sur le plan fonctionnel, doté d'une personnalité juridique et d'un patrimoine propres. Le président de la République supervise son fonctionnement par l'intermédiaire du ministère de la Justice. L'organisme est chargé de remettre des pièces d'identité et d'enregistrer les faits d'état civil de toutes les personnes vivant au Chili. Cela comprend l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès, ainsi que la délivrance de cartes d'identité nationales.

L'organisme est également responsable de ce qui suit :

- Registre général des condamnations (1925);
- Dossiers des délits (1925);
- Production et délivrance des cartes d'identité (1925);

- Enregistrement des passeports (1925);
- Cadastre des arrestations, des détentions et de la prévention (1960);
- Registre des professionnels (1981);
- Registre national des véhicules motorisés (1985);
- Registre national des conducteurs de véhicules motorisés (1985);
- Registre national des personnes handicapées (1994);
- Registre national de la violence intrafamiliale (1994);
- Registre national des transports terrestres de marchandises (2003);
- Registre national des possessions effectives (2003);
- Registre national des testaments (2003);
- Système national d'enregistrement des registres d'ADN (2004);
- Enregistrement des vêtements sans déplacement (2011);
- Enregistrement des personnes morales (2012);
- Convention d'union civile (2015).

En 1994, le Comité interministériel pour la modernisation de l'administration publique a été créé pour mener à bien la modernisation de la gestion publique. Fondé sur une politique de réforme continue, il a soutenu le changement dans la façon dont les services publics sont gérés dans les domaines définis dans le Plan stratégique de modernisation :

- Ressources humaines;
- Qualité du service;
- Transparence;
- Gestion stratégique;
- Technologie de l'information;
- Réforme institutionnelle.

## *Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC*

Dans le passé, la révision et la mise à niveau des systèmes d'administration publique ont été effectuées conformément au plan national de modernisation. En vertu du dernier plan national de modernisation, adopté en 2019, les améliorations futures du Service de l'état civil et de l'identification seront soutenues par le secrétaire à la modernisation du ministère des Finances et coordonnées par un comité consultatif. Ce comité est composé du sous-secrétaire à la justice (Subsecretaria de Justicia), du ministère du Secrétaire général de la présidence (Ministerio Secretaria General de la Presidencia), de la Direction du budget (Direccion de Presupuestos) et du Secrétariat à la modernisation de la présidence (Secretaria de Modernización y Presidencia). Le comité consultatif veille à ce que le projet de modernisation soit élaboré et approuvé, et il coordonnera sa mise en œuvre.

## *Niveau administratif des centres d'enregistrement*

Le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification dirige 477 bureaux dans tout le pays qui fournissent tous les services offerts par l'organisme. On compte également 25 bureaux situés dans des hôpitaux, qui n'enregistrent que les naissances et les décès. Tous les bureaux sont interconnectés et travaillent en ligne.

## *Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil*

Pas de données précises disponibles.

## *Enregistrement des faits d'état civil*

Pendant les 30 premiers jours de la vie d'un enfant, seuls le père ou la mère peuvent **enregistrer sa naissance**. La mère ou le père (s'ils sont mariés), ou le tuteur légal, doit présenter sa carte d'identité nationale et une preuve de soins à la naissance délivrée par le médecin ou la sage-femme. Un fonctionnaire de l'état civil remplit l'enregistrement de la naissance à l'aide d'un système informatisé.

En raison des dispositions du cadre juridique, il doit également créer un document papier. Cette procédure constitue la norme dans tous les bureaux du Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification. Après les 30 premiers jours de vie de l'enfant, l'enregistrement de la naissance peut être effectué par un proche parent, ou d'office par un médecin ou le chef de l'établissement public où la naissance a eu lieu. La loi ne réglemente pas les enregistrements tardifs et il n'existe aucun obstacle à l'enregistrement d'une naissance après les 30 premiers jours.

Il est possible de commander une copie du certificat de naissance sur le site Web ou l'application mobile de l'organisme, ou dans n'importe quel bureau national. Il faut saisir le numéro d'identification unique, effectuer le paiement et autoriser l'impression du document.

Il est également possible de se rendre à un bureau pour rectifier toute erreur dans le document, ce qui constitue une courte procédure administrative. Si l'information à modifier n'a pas été saisie par erreur, la question doit être réglée par un tribunal.

**L'enregistrement du décès** doit être fait au bureau du lieu où le décès est survenu. L'enregistrement est effectué selon l'information fournie de vive voix ou par écrit par les parents du défunt ou les tenants de la maison où le décès est survenu. Si ces personnes ne sont pas disponibles, les voisins peuvent également enregistrer le décès. Si le décès est survenu dans un couvent, une prison, un hôpital ou un établissement similaire, le responsable de l'établissement est chargé de faire la demande d'enregistrement.

**L'enregistrement du mariage** est effectué par un officier de l'état civil de la circonscription où réside en permanence l'un des partenaires. Il est conclu en présence de deux témoins sachant lire et écrire. Les partenaires doivent informer à l'avance l'officier de l'état civil de leur intention de se marier et fournir de l'information sur au moins deux témoins, afin de prouver qu'ils ne sont pas touchés par un empêchement ou une interdiction légale.

## Modèles de formulaires d'enregistrement

Des exemples de certificats d'état civil sont disponibles à l'adresse suivante : [unstats.un.org/unsd/demographic-social/meetings/2017/new-york--egm-on-management-and-evaluation-of-crvs-systems/Session18-Chile-Civil-Registration.pdf](https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/meetings/2017/new-york--egm-on-management-and-evaluation-of-crvs-systems/Session18-Chile-Civil-Registration.pdf)

## Frais d'enregistrement

L'enregistrement des faits d'état civil est gratuit. La copie d'un certificat de naissance coûte 710 pesos (1.11 \$ US). Le certificat est délivré gratuitement dans le cas où il est requis pour déposer une demande de subvention sociale.

# Système de statistiques de l'état civil

## Base de données

Les statistiques de l'état civil sont produites à partir des registres d'état civil du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC). Le traitement statistique est effectué en parallèle par le ministère de la Santé et l'Institut national des statistiques.

La liste des types de données contenues dans le registre de l'état civil fourni aux fins de la production des statistiques de l'état civil est établie d'un commun accord par trois institutions, selon :

- la réglementation en vigueur (le Code civil et la *Loi sur le registre d'état civil n° 4,808*);
- la *Loi organique de l'Institut national de la statistique* (loi n° 17,374);
- le code sanitaire;
- la *Loi sur l'autorité et la gestion sanitaires* (loi n° 19,937).

En plus des actes juridiques ci-dessus, les responsabilités des institutions sont encadrées par un accord tripartite qui régit leurs activités

communes depuis 1982. (La version la plus récente est en vigueur depuis 2018.)

## Causes de décès

Les causes de décès sont indiquées sur le certificat médical de décès conformément à la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes, 10e révision (CIM-10). Tous les décès sont saisis, quel que soit le lieu où ils sont survenus (tableau 1). Aux fins d'obtention d'une classification adéquate, les certificats médicaux de décès comportent deux sous-sections consacrées aux renseignements sur la cause du décès. La première sous-section indique la cause immédiate du décès, la cause sous-jacente du décès et les conditions antérieures qui ont contribué au déclenchement d'autres causes. La deuxième section enregistre d'autres états pathologiques importants qui ont contribué au décès.

**Tableau 1 : Renseignements recueillis sur les causes de décès.**

Causes de décès information	Information recueillie	
	Oui	Non
Décès survenus dans un établissement de santé	X	
Décès naturels survenus dans la collectivité	X	
Décès non naturels survenus dans la collectivité	X	

Les statistiques sur les causes de décès sont compilées à partir de la principale cause du décès. La principale cause de décès se définit comme étant la maladie ou l'événement qui a déclenché la chaîne de pathologies ayant entraîné la mort, ou par les circonstances de l'accident ou de l'acte de violence ayant causé la blessure ou un empoisonnement mortel. Les codeurs spécialisés du ministère de la Santé appliquent des règles de sélection rigoureuses conformes à la codification de la CIM-10 pour enregistrer la cause sous-jacente du décès.



## Numérisation

En 1982, le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification a créé une base de données numérique de l'état civil. Depuis ce temps, la plupart des anciens registres d'état civil ont été numérisés, et les nouveaux registres sont créés sous forme numérique et sur papier. En outre, depuis 1982, chaque personne au Chili se voit attribuer un numéro d'identification unique. La numérisation à grande échelle des données anciennes sur les naissances, les mariages et les décès a commencé en 1990 et, depuis 2001, le système est intégré, tous les bureaux étant connectés par Internet au registre central. Grâce au passage réussi du papier au numérique, le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification a été le service public le mieux classé du Chili de 1997 à 2002. L'adoption réussie de technologies de pointe, la mise en place d'un réseau informatique national et l'introduction de systèmes modernes de service à la clientèle sont autant d'éléments qui ont permis à l'organisme de jouir d'une telle reconnaissance de son travail.

## Informatisation

L'enregistrement des faits d'état civil est entièrement informatisé. Le système s'appuie sur le numéro d'identification unique d'un informateur, comme celui de la mère dans le cas de l'enregistrement de la naissance, ce qui permet au système de fournir automatiquement d'autres données associées au numéro d'identification unique à partir de la base de données centrale. Par exemple, pour l'enregistrement des naissances, le système attribue automatiquement le nom de famille de l'enfant si ses parents sont mariés. Si les parents ne sont pas mariés et que seule la mère procède à l'enregistrement, les données d'enregistrement du père seront annotées pour lui permettre de formaliser ultérieurement une reconnaissance de la parentalité de l'enfant.

Une fois que le système a récupéré les renseignements à l'aide du numéro d'identification unique, le fonctionnaire saisit les autres renseignements, notamment le nom du nouveau-né, le lieu et la date de naissance, le sexe, l'adresse et la profession ou la fonction des parents. Ces renseignements sont vérifiés, un numéro d'identification unique est créé pour le nouveau-né et le certificat est imprimé aux fins de signature. Le certificat comporte les données d'enregistrement, le numéro d'identification unique, un code-barre et un timbre numérique. Il indique également si la naissance a été attestée par une preuve médicale de naissance ou par une déclaration de témoin.

L'informatisation des processus d'enregistrement a été étendue de façon à fournir une gamme de services aux citoyens grâce à un portail Web dédié. Les ordinateurs sont utilisés pour effectuer l'enregistrement dans les bureaux d'état civil et les établissements de santé (tableau 2). Les citoyens peuvent ainsi commander des certificats d'état civil, vérifier l'état d'une demande de carte d'identité ou de passeport national et valider les renseignements d'identité des personnes. Les citoyens peuvent également accéder aux services relevant du Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification qui ne sont pas directement liés à l'état civil et à l'identification.

**Tableau 2 : Utilisation d'ordinateurs dans les systèmes ESEC.**

Ordinateurs utilisés dans les	Oui	Non
bureaux d'état civil	X	
établissements de santé	X	

### *Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé*

Le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification gère 25 bureaux dans des établissements de santé de tout le pays. Ces bureaux sont uniquement autorisés à procéder à l'enregistrement des naissances et des décès. Les enregistrements sont effectués sur la même plateforme informatique que dans les autres bureaux.

### *Application de la technologie mobile*

Le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification organise régulièrement des visites d'équipes d'enregistrement itinérantes qui procèdent à l'enregistrement dans les zones géographiques difficiles d'accès. L'enregistrement est effectué au moyen d'un équipement d'enregistrement mobile permettant de transférer les données d'enregistrement au moyen des réseaux mobiles.

### *Numéro d'identification unique*

Le numéro d'identification unique est un numéro unique attribué à chaque résident chilien, résident étranger et autres étrangers en visite au Chili pour des périodes prolongées. Le numéro est délivré par le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification immédiatement après l'enregistrement de la naissance ou lorsqu'une personne demande une carte d'identité nationale (pour les citoyens chiliens nés à l'étranger).

Le numéro d'identification unique est un numéro à huit chiffres suivi d'un chiffre ou d'une lettre de vérification, qui indique si les huit premiers chiffres ont été saisis correctement. Les huit premiers chiffres peuvent être vérifiés à l'aide d'un algorithme qui renvoie le chiffre de vérification.

### *Numérisation des données historiques d'état civil*

Tous les enregistrements des faits d'état civil effectués depuis 1982 ont également été saisis dans la base de données électronique centrale. Depuis 2000, tous les enregistrements effectués dans les bureaux extérieurs sont saisis en ligne directement dans la base de données centrale. Depuis 2019, tous les actes de naissance créés depuis 1940 ont été numérisés et saisis dans la base de données centrale. Tous les actes de mariage et de décès créés depuis 1960 ont également été numérisés. Lorsqu'un certificat d'état civil est requis, mais que le fait d'état civil a été enregistré avant l'année cible de numérisation (1940 pour les naissances et 1960 pour les décès), la numérisation d'un tel document est effectuée à la demande.

### *Lien avec le système d'identification*

En 1998, la direction nationale du Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification a décidé d'améliorer les procédures de saisie et de gestion des données d'identification des personnes. Cette activité a été réalisée en priorité afin de répondre aux normes de sécurité internationales et de prévenir une augmentation de la fraude documentaire.

Le système central d'identification informatisé, qui contient une base de données biométriques comprenant des images numérisées de la photographie, de la signature et des empreintes digitales de chaque personne, a constitué une innovation déterminante. Ce système centralisé fait en sorte que l'identité de toute personne vivante ou décédée peut être immédiatement et automatiquement vérifiée depuis n'importe quel endroit du pays.

Plus de 28 millions d'enregistrements manuels et de jeux d'empreintes digitales ont été numérisés pour constituer la base de données, qui contient des renseignements sur tous les citoyens chiliens et est reliée à la base de données des registres d'état civil. Ainsi, chaque fois qu'une demande de nouvelle carte d'identité nationale ou de renouvellement d'une carte existante est présentée, le système récupère des renseignements à jour sur l'identité juridique à partir des registres d'état civil pertinents.

## Échange avec les autres secteurs et activités

Plusieurs entités publiques et privées sont interreliées avec l'architecture de la base de données du Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification. Avant qu'une organisation puisse établir une interconnexion et avoir accès à un ensemble spécifique de données personnelles, il lui faut se soumettre à une évaluation de ses compétences, du type de renseignements dont elle a besoin et des raisons pour lesquelles elle en a besoin. Cette évaluation détermine le niveau d'accès et les types de données spécifiques auxquels l'organisation devrait être autorisée à accéder. Une fois l'accès autorisé, un accord interinstitutionnel est signé, ce qui permet le transfert des données demandées. À l'heure actuelle, 622 accords de ce type ont été signés, dont 200 avec le secteur privé.

Parmi les entités publiques concernées, notons :

- Commission administrative du système de crédits pour les études supérieures;
- Société administrative du système judiciaire;
- Les carabiniers du Chili;
- Division de la santé de l'armée de l'air chilienne;
- Direction de la prévision chilienne;
- Gendarmerie chilienne;
- Commission du système national de certification des compétences professionnelles;
- Contrôleur général du Chili;
- Direction générale de l'aviation civile;
- Direction générale de la mobilisation nationale;
- Direction générale des travaux publics;
- Direction générale du territoire maritime et de la marine marchande;
- Direction du travail;
- Direction des bibliothèques, des archives et des musées;
- Direction des achats et des marchés publics;
- Bureau de la qualité de l'éducation;
- Service électoral;
- Trésorerie générale de la République;
- Regroupement des parents d'anciens prisonniers politiques décédés;
- Chambre des députés;
- Institut de développement agricole;
- Institut de la sécurité au travail;
- Institut de normalisation planifiée;
- Institut de santé publique du Chili;
- Institut de la protection sociale;
- Intendance de la région de Valparaíso;
- Service du revenu interne;
- Société d'assistance judiciaire de la région de Biobío;
- Société d'assistance judiciaire de la région métropolitaine;
- Société d'assistance judiciaire de la région de Tarapacá et Antofagasta;
- Société d'assistance judiciaire de la région de Valparaíso;
- Service médico-légal;
- Compagnie Los Ferrocarriles Del Estado;
- Service médical de la Chambre chilienne de la construction;
- Service de santé métropolitain Ouest;
- Ministère de l'Éducation;
- Ministère de l'Éducation et de la Direction de l'éducation
- Ministère des Affaires étrangères;

- Ministère du Secrétariat général de la présidence;
- Ministère de la Santé;
- Ministère de la Santé et Institut national des statistiques;
- Ministère du Logement et de l'Urbanisme;
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique;
- Ministère de la Justice;
- Ministère de la Propriété nationale;
- Ministère de la Planification;
- Ministère de la Planification et du Sous-secrétaire général du gouvernement;
- Ministère du Développement social;
- Conseil national des pompiers chiliens;
- Service national de l'enfance;
- Conseil du Jardin national des enfants;
- Direction nationale de la fonction publique;
- Commission nationale de l'énergie;
- Commission nationale pour la recherche scientifique et technologique;
- Bibliothèque nationale du Congrès;
- Service national des consommateurs;
- Société nationale pour le développement autochtone;
- Conseil national de la culture et des arts;
- Service national des douanes;
- Fonds de prévision de la défense nationale;
- Fonds national pour les personnes handicapées;
- Service national des personnes handicapées;
- Service national des pêches et de l'aquaculture;
- Fonds national de la santé;
- Direction des routes nationales du ministère des Travaux publics;
- Institut national des droits de la personne;
- Institut national de la propriété industrielle;
- Institut national des sports du Chili;
- Institut national de la jeunesse;
- Bureau national de renseignement;
- Conseil national du soutien scolaire et des bourses d'études;
- Service national des personnes âgées;
- Institut international de la statistique;
- Conseil national de la télévision;
- Service national du tourisme;
- Service national de la formation et de l'emploi;
- Police des enquêtes du Chili;
- Polla Chilena de Beneficencia S.A.;
- Présidence de la République;
- Société de développement de la production;
- Gouvernorat provincial de Valdivia;
- Défenseur public au pénal;
- Secrétariat et administration générale du ministère des Finances;
- Solidarité et investissements sociaux;
- Conseil d'État à la défense;
- Direction des banques et des institutions financières;
- Direction de l'électricité et des carburants;
- Direction des maisons de jeux;
- Direction de la santé;
- Direction de l'insolvabilité et de l'entrepreneuriat;
- Direction des pensions;
- Direction de la sécurité sociale;
- Direction des valeurs et des assurances;
- Service de coopération technique;
- Sous-secrétariat à la prévention de la criminalité;
- Sous-secrétariat aux droits de la personne;
- Sous-secrétariat aux transports;
- Sous-secrétariat à l'économie et aux petites entreprises;
- Sous-secrétariat à la sécurité sociale;
- Sous-secrétaire au développement régional et administratif;
- Sous-secrétaire au travail (ministère du Travail).

## Initiatives d'amélioration et soutien externe

### Plan d'amélioration et budget

#### *Plan stratégique*

Au cours des 40 dernières années, le Service d'enregistrement des faits d'état civil du Chili a connu d'importantes transformations visant à refléter les innovations dans les technologies de l'information et à assurer l'interconnexion et l'interopérabilité avec d'autres organisations publiques et privées. Les principaux catalyseurs du processus de transformation sont les plans stratégiques mis en œuvre dans le cadre du Plan stratégique de modernisation, ainsi que des projets d'approvisionnement à grande échelle particuliers tels que le projet de 1991 intitulé « Nouveau système d'identité juridique, de carte d'identité et de passeport ». Le programme de modernisation de l'État adopté en 2019 a servi de cadre à l'élaboration du plan de modernisation du Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification. Le travail d'élaboration du plan de modernisation est confié au Secrétariat à la modernisation, qui dépend du ministère des Finances, et au Comité consultatif créé aux fins de la coordination de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan de modernisation.

#### *Allocations budgétaires et besoins futurs*

Le budget du Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification repose sur ses propres revenus provenant de la prestation de services et du budget accordé par le gouvernement. Le budget total pour 2019 a été estimé à 149 milliards de pesos (181 millions \$ US).<sup>20</sup>

## Soutien des partenaires du développement

Le système ESEC du Chili fonctionne principalement en utilisant ses propres services comme source de revenus, soutenus par un financement du gouvernement. Le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification est membre du Latin American and Caribbean Council on Civil Registration, qui fait office de plateforme d'échange de connaissances pour les responsables de l'enregistrement des faits d'état civil et d'identification dans cette partie du monde.

## Conclusion

Le modèle chilien de système d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification a évolué et s'est amélioré au cours des décennies et est maintenant fermement établi dans la société et le secteur public. Il était naturel pour le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification d'effectuer des investissements importants dans le système, puisque ce dernier a toujours été considéré comme un élément essentiel de l'efficacité de l'administration publique. La portée des services d'enregistrement s'est accrue au fil des ans, ce qui a entraîné la nécessité de satisfaire aux obligations d'enregistrement de la manière la plus efficace possible. La mise en place et la mise à niveau en temps utile de solutions de technologies de l'information et de communication qui soutiennent les processus d'enregistrement ont aidé le Chili à rendre l'enregistrement universel.

Le Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification a atteint une interopérabilité totale des données dans ses propres bases de données, ainsi qu'une interopérabilité avec d'autres entités gouvernementales et privées. Cela illustre la manière dont les services d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification peuvent améliorer considérablement la qualité et l'efficacité de l'administration publique.

## Ressources

### Sites Web

Service d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification – [registrocivil.cl](http://registrocivil.cl)

Banque interaméricaine de développement – [iadb.libguides.com/registros/civilregistration](http://iadb.libguides.com/registros/civilregistration)

Institut national de la statistique du Chili – [ine.cl](http://ine.cl)

### Documents supplémentaires

Calderón, E. 2019. Registros civiles y oficinas de identificación, Banque interaméricaine de développement. [publications.iadb.org/publications/spanish/document/Registros\\_civiles\\_y\\_oficinas\\_de\\_identificación\\_análisis\\_y\\_fichas\\_de\\_país\\_es.pdf](http://publications.iadb.org/publications/spanish/document/Registros_civiles_y_oficinas_de_identificación_análisis_y_fichas_de_país_es.pdf)

Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC). 2020. [Le lien entre l'enregistrement des faits d'état civil et les systèmes de protection sociale : Les pratiques de cinq pays](#). Étude de cas du Chili. Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Ontario.

Banque interaméricaine de développement. 2010. Inventario de los registros civiles e identificación de América Latina y el Caribe. [publications.iadb.org/es/inventario-de-los-registros-civiles-e-identificacion-de-america-latina-y-el-caribe](http://publications.iadb.org/es/inventario-de-los-registros-civiles-e-identificacion-de-america-latina-y-el-caribe)

Institut National de la Statistique du Chili. 2019. Anuario De Estadísticas Vitales, Período de información: 2017. [ine.cl/docs/default-source/nacimientos-matrimonios-y-defunciones/publicaciones-y-anuarios/anuarios-de-estad%C3%ADsticas-vitales/anuario-de-estad%C3%ADsticas-vitales-2017.pdf?sfvrsn=95e68aba\\_4](http://ine.cl/docs/default-source/nacimientos-matrimonios-y-defunciones/publicaciones-y-anuarios/anuarios-de-estad%C3%ADsticas-vitales/anuario-de-estad%C3%ADsticas-vitales-2017.pdf?sfvrsn=95e68aba_4)

## Notes

- 1 Banque mondiale. 2019. Population totale – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=CL)
- 2 Banque mondiale. 2019. Croissance de la population (% annuel) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=CL)
- 3 Banque mondiale. 2018. Population urbaine (% du total) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=CL)
- 4 Banque mondiale. 2011. Exhaustivité de l'enregistrement des naissances (%) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.BRTH.ZS?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.BRTH.ZS?locations=CL)
- 5 UNICEF. 2011. Key demographic indicators. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women – Chile. [data.unicef.org/country/chl/](https://data.unicef.org/country/chl/)
- 6 Banque mondiale. 2015. Naissances assistées par du personnel de santé qualifié (% du total) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.BRTC.ZS?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.BRTC.ZS?locations=CL)
- 7 Banque mondiale. 1993. Femmes enceintes recevant des soins prénataux (%) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.ANVC.ZS?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.ANVC.ZS?locations=CL)
- 8 UNICEF. 2018. Cross-sector indicators: Percentage of surviving infants who received the first dose of DTP-containing vaccine. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. [data.unicef.org/resources/data\\_explorer/unicef\\_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL\\_DATAFLOW&ver=1.0&dq=.IM\\_DTP1..&startPeriod=2015&endPeriod=2020](https://data.unicef.org/resources/data_explorer/unicef_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL_DATAFLOW&ver=1.0&dq=.IM_DTP1..&startPeriod=2015&endPeriod=2020)
- 9 Banque mondiale. 2019. Taux de naissance, brut (pour 1 000 personnes) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CBRT.IN?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CBRT.IN?locations=CL)
- 10 Banque mondiale. 2019. Taux de fertilité, total (naissances par femme) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=CL)
- 11 Banque mondiale. 2017. Taux de fertilité chez les adolescents (nombre de naissance par 1 000 femmes). [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=CL)
- 12 DAES, Division de la population, ONU 2012. Population du pays par âge. [unstats.un.org/unsd/demographic/products/indwm/Dec.%202012/1b.xls](https://unstats.un.org/unsd/demographic/products/indwm/Dec.%202012/1b.xls)
- 13 Banque mondiale. 2011. Actes de décès mentionnant la cause du décès (%) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.DTHS.ZS?end=2012&locations=CL&start=2002](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.DTHS.ZS?end=2012&locations=CL&start=2002)
- 14 Banque mondiale. 2019. Taux de mortalité, brut (par 1 000 personnes) – Chile. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CDRT.IN?locations=CL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CDRT.IN?locations=CL)
- 15 Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2018. Maternal, newborn, child & adolescent health. [who.int/data/maternal-newborn-child-adolescent/indicator-explorer-new/mca/infant-mortality-rate-\(per-1000-live-births\)](https://who.int/data/maternal-newborn-child-adolescent/indicator-explorer-new/mca/infant-mortality-rate-(per-1000-live-births))
- 16 UNICEF. 2018. Key demographic indicators – Chile. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. [data.unicef.org/country/chl/](https://data.unicef.org/country/chl/)
- 17 UNICEF. 2017. Cross-sector Indicators: Maternal mortality ratio (number of maternal deaths per 100,000 live births). UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. [data.unicef.org/resources/data\\_explorer/unicef\\_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL\\_DATAFLOW&ver=1.0&dq=.MNCH\\_MMR+MNCH\\_LTR\\_MATERNAL\\_DEATH+MNCH\\_MATERNAL\\_DEATHS..&startPeriod=2016&endPeriod=2020](https://data.unicef.org/resources/data_explorer/unicef_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL_DATAFLOW&ver=1.0&dq=.MNCH_MMR+MNCH_LTR_MATERNAL_DEATH+MNCH_MATERNAL_DEATHS..&startPeriod=2016&endPeriod=2020)
- 18 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2018. Family database, Marriage and divorce rate. [oecd.org/els/soc/SF\\_3\\_1\\_Marriage\\_divorce\\_rates.xlsx](https://oecd.org/els/soc/SF_3_1_Marriage_divorce_rates.xlsx)
- 19 Ibid.
- 20 Ministère des Finances. Bureau du budget du Chile. 2019. [dipres.gob.cl/597/w3-multipropertyvalues-14478-24532.html](https://dipres.gob.cl/597/w3-multipropertyvalues-14478-24532.html)





**LE CENTRE D'EXCELLENCE**  
sur les systèmes ESEC

**CENTRE OF EXCELLENCE**  
for CRVS Systems

[www.systemesESEC.ca](http://www.systemesESEC.ca)



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada



**IDRC | CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



**MÉCANISME DE  
FINANCEMENT  
MONDIAL**